

Aux salariés de la DDCSPP

Nous venons manifester dans vos locaux notre soutien aux éleveurs qui refusent de poser des boucles électroniques RFID à l'oreille de leurs bêtes. Ils ont été contrôlés dans leurs fermes par deux de vos collègues qui ont compté, coché, pointé tous les décalages, toutes les « anomalies », entre vos procédures gestionnaires et la réalité vivante que tentent de préserver leurs élevages. En plus des probables repréailles de la DDT sur leurs subventions PAC, vous avez interdit tout mouvement de leurs animaux (donc toutes ventes). Ils ne sont ni fraudeurs, ni maltraitants avec leurs bêtes mais devant leur persistance à ne pas pucer, vous décidez maintenant de les envoyer devant le procureur de la République pour y ajouter des sanctions pénales.

Nous ne supportons pas de vous voir œuvrer ainsi à la déshumanisation de leur travail en toute inconscience, à leur disparition. À chaque nouvelle norme, la fuite en avant technologique et les exigences gestionnaires croissantes dénaturent un peu plus le sens de leur activité. Et à chaque nouvelle norme, le nombre de paysans diminue ; ceux qui ne peuvent, ne veulent, poursuivre la course à l'industrialisation trinquant toujours les premiers. Croyez-vous faire un travail salubre de protection des populations en faisant appliquer ces règles ? Êtes-vous aussi dupes que le pouvoir qui les élabore ? Ne voyez vous pas que les crises sanitaires à répétition proviennent systématiquement des pratiques industrielles induites par ces mêmes règles ? Ne préférez-vous pas vous-mêmes les produits sains des petits élevages (jamais tout à fait dans les clous) aux marchandises aseptisées issues des filières qui génèrent ces normes et scandales ?

Vous avez organisé l'abattage de plus d'un million de volailles pour « gérer » la crise de la grippe aviaire. Et on devine alors avec effroi ce que votre logique gestionnaire entend par « protection des populations ». Face à un tel délire scientifique et devant tous ces cadavres, n'importe quel esprit sensible et raisonnable aurait conclu qu'il faut fermer définitivement toutes ces usines qu'on ose encore appeler « élevage ».

Alors que d'autres administrations ont mis en place des « plans de lutte contre le suicide » devant l'ampleur du désespoir de nombreux agriculteurs, l'avalanche de normes et protocoles que vous vous acharnez à leur imposer est souvent la cause même de leur désarroi. Vous êtes-vous demandé comment et pourquoi on en arrive à abattre un éleveur de trois balles dans le dos à la suite d'un contrôle opéré par votre administration sur sa ferme ? Le troupeau de Jérôme Laronze ne présentait pourtant aucun risque sanitaire, cet éleveur se refusait simplement à répondre à certaines exigences administratives. Un sentiment de malaise ne pointe-t-il pas alors, lorsque « ne faire que son travail » consiste à achever ce qu'il reste d'éleveurs et de paysans ? Jusqu'où irez-vous avant de vous demander s'il n'est pas urgent de réagir ?

Dans tous les cas, vous comprendrez peut-être pourquoi ces éleveurs refusent de vous accorder un droit de regard sur la vie de leurs animaux, dont ils prennent soin et auxquels ils tiennent beaucoup, que ce soit par l'intermédiaire des puces RFID ou des salades de traçabilité ou de biosécurité. Et si un jour, une crise sanitaire échappée d'on ne sait quelle ferme-usine, doit s'attaquer à la santé humaine, ce jour-là, s'il vous plaît, restez chez vous ! Vos méthodes ne nous protègent pas, elles nuisent à nos existences.

Nous réclamons la suspension de l'interdiction de mouvement des troupeaux d'Al Truc et de Granquié et l'arrêt immédiat des poursuites à l'encontre des éleveurs qui refusent le puçage électronique de leurs bêtes. Nous nous déclarons solidaires quelles que soient les sanctions financières et administratives qu'ils encourent. Ces éleveurs ne sont pas isolés. Nous sommes déterminés à les soutenir et nous serons là à chaque fois, tant que votre administration tentera de les mettre au pas des normes industrielles par des contrôles et sanctions à répétition.

03 avril 2018 - Collectif Faut Pas Pucer (mémé dans les ordis) et ses soutiens

Enquête de satisfaction professionnelle

Le questionnaire qui suit est à remplir avec la plus grande attention. Une réponse affirmative, même isolée, est un indicateur à ne pas négliger et doit engager une procédure de signalement par la voie hiérarchique. Une prise en charge vous sera proposée autoritairement dans un délai inférieur à 1 an, 6 mois et 2 semaines (suivant la directive 16/15/CEE).

La possibilité de remplir ce questionnaire vous est offerte aujourd'hui pour profiter de la présence dans vos locaux de délégués qui pourront, exceptionnellement et tout spécialement pour les agents de la DDCSPP, procéder à l'enregistrement immédiat de vos réclamations et, en fonction de l'avancement de votre prise de conscience, de votre démission.

CONSTATS À ÉVALUER

		OUI/NON
QS 1	Je ne vois pas de lien entre l'encadrement de plus en plus d'activités par les procédures de la DDCSPP et la disparition des paysans.	
QS 2	Je n'ai jamais le sentiment de ne pas participer à une froide mécanique rongant ce qu'il reste de vivant.	
QS 3	Je ne me rends pas compte que je gagne un salaire en contrôlant des individus pas très enthousiastes de mon expertise.	
QS 4	Je ne trouve pas étrange qu'en prétendant défendre les « petits » paysans qui font correctement leur travail, il ne reste que des usines de productions animales.	
QS 5	Je n'aime la nature que si elle est contrôlée, normalisée et je ne trouve pas effrayant de tuer les canards pour les protéger de la maladie.	
QS 6	Je trouverai logique d'appliquer le même principe de précaution aux humains aussi si une crise sanitaire similaire se présentait.	
QS 7	J'applique les directives sans sourciller, je contrôle, je verbalise et je ne me sens pas responsable des conséquences de mon travail.	
QS 8	Peu importe la dimension des élevages tant que le produit est tracé, ma contribution à l'industrialisation de l'agriculture ne m'apparaît pas comme étant de la collaboration.	
QS 9	Je mange des produits sains issus de petites productions. Mon travail favorise une alimentation aseptisée industrielle.	
QS 10	Mon travail n'a plus vraiment de sens et me pose profondément question.	
QS 11	La protection des populations s'avère être dans les faits la protection de la production industrielle et je ne peux continuer ainsi à lui offrir mes compétences, mon énergie et mon temps.	
QS 12	L'inutilité et la nuisance des réglementations en vigueur, des normes me sont évidentes. Je continue à ne « faire que mon travail ».	

Je reconnais avoir pris connaissance de la réglementation en cours et l'appliquer. Je m'expose à de lourdes sanctions pour tout manquement.

Date :

Signature :

Pièces à fournir : - Carnet de vaccination à jour

- Empreinte morphologique

Toute ressemblance avec un de vos formulaires n'est pas vraiment fortuite.